

président. La législature adopte des lois touchant des secteurs étatiques donnés et le président nomme des secrétaires chargés de l'administration quotidienne des lois et des activités de leurs secteurs respectifs. Les secrétaires remplissent des fonctions semblables à celles des ministres du gouvernement canadien, avec la grande différence – difficile à accepter pour la plupart des Canadiens – qu'ils ne sont pas tenus de rendre des comptes à qui que ce soit autre que les personnes qui les ont nommés.

Un des problèmes inhérents au système philippin réside dans le fait que la définition des fonctions des instances politiques, des organismes de réglementation et du pouvoir exécutif est trop floue. L'autorité en matière d'orientations politiques est divisée entre les corps législatif et exécutif, d'où un leadership qui paraît faible et un manque de consensus quant aux objectifs de chaque secteur. Le chevauchement des mandats cause de nombreux conflits. Un consultant a comparé le système à un *flipper* dans lequel les gens se heurtent les uns aux autres, faisant sonner des cloches et des sifflets. Les politiciens, les grandes entreprises et les groupes d'intérêts n'hésitent pas à exploiter la confusion pour manipuler le gouvernement.

Les technocrates ont beaucoup moins de pouvoir que dans les pays occidentaux. Les décisions se prennent

de haut en bas, de manière beaucoup plus autocratique. Souvent, c'est le secrétaire et son cercle restreint de proches conseillers qui prennent la plupart des décisions, privant les hauts fonctionnaires de l'influence et du prestige dont ils jouiraient en d'autres circonstances.

Points à considérer

Il n'y a pas de perspective commune au sein de la gigantesque bureaucratie de l'État philippin. Par contre, vous allez sans doute trouver que votre partenaire philippin est un travailleur efficace, aussi compétent et probe que vos collègues canadiens.

Quand ils sont appuyés par leurs supérieurs, les fonctionnaires philippins font preuve de créativité et emploient souvent des méthodes novatrices et non conventionnelles pour atteindre leurs objectifs. La solution n'est pas toujours parfaitement conséquente avec la loi et la politique officielle, mais les Philippines estiment que cela ne devrait pas les empêcher de faire ce qu'il y a à faire.

Les salaires sont bas. Les chefs de division gagnent de 200 à 500 dollars par mois, les secrétaires administratifs environ 100 dollars. Par conséquent, beaucoup d'employés qui ont accumulé un certain nombre d'années d'expérience sont attirés par l'industrie privée où ils peuvent